Table ronde des juristes

L'information et la décision à l'aune des enjeux contemporains de la régulation juridique

Marie THIVET, Doctorante en Droit, GREDEG

Session : La décision

Sous-titre : Enjeux en matière de gouvernance d'entreprise durable

« L'intégration des parties prenantes dans le processus décisionnel »

À l'aune des enjeux contemporains de la régulation juridique de l'entreprise, le thème des acteurs de la gouvernance ne se cantonne plus aux organes sociaux traditionnels. L'évolution des finalités de l'entreprise, désormais ouvertes à des préoccupations d'intérêt général, marque l'essor d'un nouveau modèle de gouvernance élargi aux parties prenantes. Dans ce cadre, le droit de l'entreprise impose de prendre en considération leurs intérêts et tend à les associer au processus décisionnel. Toutefois, faute d'un cadre juridique suffisamment précis, cette intégration demeure imparfaite. Alors même que les parties prenantes semblent au cœur du nouveau modèle de gouvernance d'entreprise durable, ni les méthodes pour les identifier ni les modalités concrètes de leur participation à la gouvernance ne sont précisées par les textes. Paradoxalement, ces lacunes conduisent à les relayer au second plan. Dès lors, se pose la question des besoins substantiels de l'intégration des parties prenantes au processus décisionnel. Elle conduit à réfléchir, en droit, à la valorisation et à la représentation de leurs intérêts dans la gouvernance.

Law Round Table

Information and Decision-Making
in Light of Contemporary Issues in Legal Regulation

Marie THIVET, Ph.D. candidate in Law, GREDEG

Session : Decision-Making

Subheading : Challenges in Sustainable Corporate Governance

"Involving Stakeholders in the Decision-Making Process"

In light of the contemporary challenges surrounding the legal regulation of corporations, the theme of governance actors can no longer be reduced to traditional corporate bodies. The evolution of corporate purpose, now encompassing broader general interest concerns, has given rise to a new model of governance that extends to stakeholders. Within this framework, corporate law requires that their interests be taken into consideration and that they be involved in the decision-making process. However, in the absence of a sufficiently precise legal framework, such integration remains incomplete. Although stakeholders appear to be central to this new sustainable corporate governance model, neither the methods for identifying them nor the specific modalities for their integration into corporate governance are set out in the applicable provisions. Paradoxically, these gaps result in relegating stakeholders to a secondary role. Consequently, the question of what is substantively needed to involve stakeholders in the decision-making process becomes central. This leads to a legal examination of how their interests are taken into account and represented in governance.